

Tous les pays sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres...

Partage international n° 56 - Avril 1993

Le Conseil de sécurité de l'ONU a pris récemment un certain nombre de résolutions visant à mettre fin à la guerre en Bosnie et dans les pays voisins. Les Serbes de Serbie et de Bosnie ont plus ou moins ignoré ces résolutions, notamment l'interdiction de survol de l'espace aérien. La réaction de l'ONU et du Conseil de sécurité fut de déclarer que cela était « *décevant et outrageant* », et d'autres résolutions s'ensuivirent. Néanmoins, les mesures concrètes brillent par leur absence.

Le Conseil de sécurité a ordonné à Israël de rapatrier les 400 Palestiniens déportés. Israël a quelque peu assoupli sa position, mais n'a pas appliqué cette résolution. Le Conseil de sécurité n'a absolument pas réagi.

Le Conseil de sécurité a ordonné à l'Irak de démanteler toutes les installations militaires le long de sa frontière avec le Koweït. L'Irak a ignoré cette sommation, et les États-Unis et quelques uns de leurs alliés ont alors bombardé Bagdad à la demande du Conseil de sécurité.

Faut-il alors s'étonner si de nombreux Arabes (et généralement parlant les musulmans) sont convaincus qu'il y a deux poids et deux mesures ? Leur sentiment est bien compréhensible. Sinon, comment expliquer que le génocide des musulmans en Bosnie et la déportation des Palestiniens par Israël ne suscitent que de la rhétorique, alors que le refus d'obtempérer des Irakiens a été instantanément puni ? Le fait n'est pas nouveau, mais il n'en est pas moins vrai : tous les pays sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres.

L'ONU a récemment quelque peu amélioré son image d'organisme représentatif, mais beaucoup pensent que cette crédibilité acquise a déjà été perdue : une fois de plus, l'ONU, ou plus exactement le Conseil de sécurité, semble être un instrument exclusivement utilisé lorsque les intérêts directs des superpuissances sont menacés.

Le retour des communistes

Un homme politique belge a déclaré récemment : « *Si nous étions intervenus dès que la situation a commencé à se détériorer en Yougoslavie, 500 parachutistes belges auraient suffi à enrayer la guerre.* »

Cette déclaration est peut-être quelque peu optimiste, mais il est certain qu'une intervention de l'ONU ou de l'OTAN aurait empêché une telle escalade de la guerre. Pour diverses raisons, cette possibilité d'intervention est maintenant dépassée, notamment suite aux atterrissements de la Russie. Il y a un an et demi, Moscou aurait probablement soutenu la décision du Conseil de sécurité dans son rappel à l'ordre des factions qui s'opposent en Bosnie. A cette époque, rien ne valait de risquer de perturber les relations avec les États-Unis et l'Europe de l'Ouest. Mais la position du président Eltsine (l'un des grands champions de la coopération Est-Ouest) s'est rapidement affaiblie. De plus en plus de Russes regrettent la dissolution de l'empire soviétique, et le sentiment que la Russie soit en passe de devenir une puissance de deuxième ordre ne cesse de croître. Aussi bien en Russie même que dans d'autres ex-Républiques soviétiques, les politiciens les plus orthodoxes (lorsqu'ils ne sortent pas de l'ancienne école communiste), voient s'étendre leur pouvoir ; ils profitent de la désillusion populaire croissante, l'effondrement de l'ancien régime n'ayant pas apporté les améliorations attendues et promises. Il est vrai que la liberté politique et économique s'est étendue, mais le prix en est élevé, trop élevé, pensent-ils. Une inflation galopante, un taux de chômage alarmant, l'explosion de la consommation de drogue et une augmentation spectaculaire de la criminalité ont sérieusement entamé la qualité de la vie dans l'ex-empire soviétique. Aussi répressive et misérable qu'elle ait été, la vie assurait autrefois une certaine sécurité, qui est en train de disparaître sous une avalanche de réformes hâtives.

Sous la forte pression de l'Occident, les pays soviétiques ont jeté leurs vieilles chaussures avant d'en avoir acquis de nouvelles. Aujourd'hui, leurs habitants marchent « nu-pieds » et sont de plus en plus nombreux à répondre à l'appel des anciens communistes. Même en Lituanie, la première République à avoir coupé les ponts avec la mère patrie, la population a volontairement élu un ancien

communiste à la présidence.

L'Occident a contribué à ce résultat en favorisant l'effondrement des structures de l'ancien bloc de l'Est, sans aider à en créer de nouvelles. On a fait miroiter les merveilles du marché libre mais, en fait, l'acheminement des marchandises en provenance de l'Europe de l'Est a rapidement été stoppé. On a fait croire aux pays nouvellement démocratisés qu'ils pourraient bientôt trouver leur place au sein de la grande famille européenne, mais maintenant on retarde leur adhésion à la Communauté. Quelle ironie de voir les champions de la liberté et de la libre concurrence craindre la compétition — sauf lorsqu'ils sont certains de l'emporter. Il en résulte que leurs alliés en Europe de l'Est, les réformateurs, perdent aujourd'hui du terrain face aux conservateurs. On dirait que l'Occident désire secrètement le retour du communisme, à la fois détesté, mais aux réactions prévisibles. Si tel est le cas, on n'aurait pu employer meilleure stratégie.

Le bon exemple de Clinton

Nous avons évoqué dans notre dernier éditorial l'espoir que le nouveau président américain, Bill Clinton, instaure un impôt-environnement pour

résoudre les problèmes de la pollution.

Notre vœu a été exaucé avant même que nos lecteurs ne reçoivent le numéro de janvier-février : dans son discours à la nation, le président Clinton a annoncé l'instauration d'une taxe-environnement sur la consommation d'énergie (y compris le carburant automobile), taxe qui augmentera progressivement au cours des trois prochaines années. Si la Chambre des représentants et le Sénat entérinent la proposition de B. Clinton, les États-Unis auront ouvert la chemin à l'Europe et au Japon. Alors qu'elle traînait les pieds sous les présidences de Reagan et de Bush, l'Amérique de Clinton a désormais pris la tête de la course vers un monde plus propre. Moins de pauvreté, une meilleure éducation et des opportunités égales pour tous, tels semblent être les objectifs du nouveau président. S'il parvient à obtenir le soutien des Américains, naturellement idéalistes et pleins d'énergie, l'heure du changement aura vraiment sonné.

Thématiques : [environnement](#), [sagesse éternelle](#)

Rubrique : [Editorial](#) ()